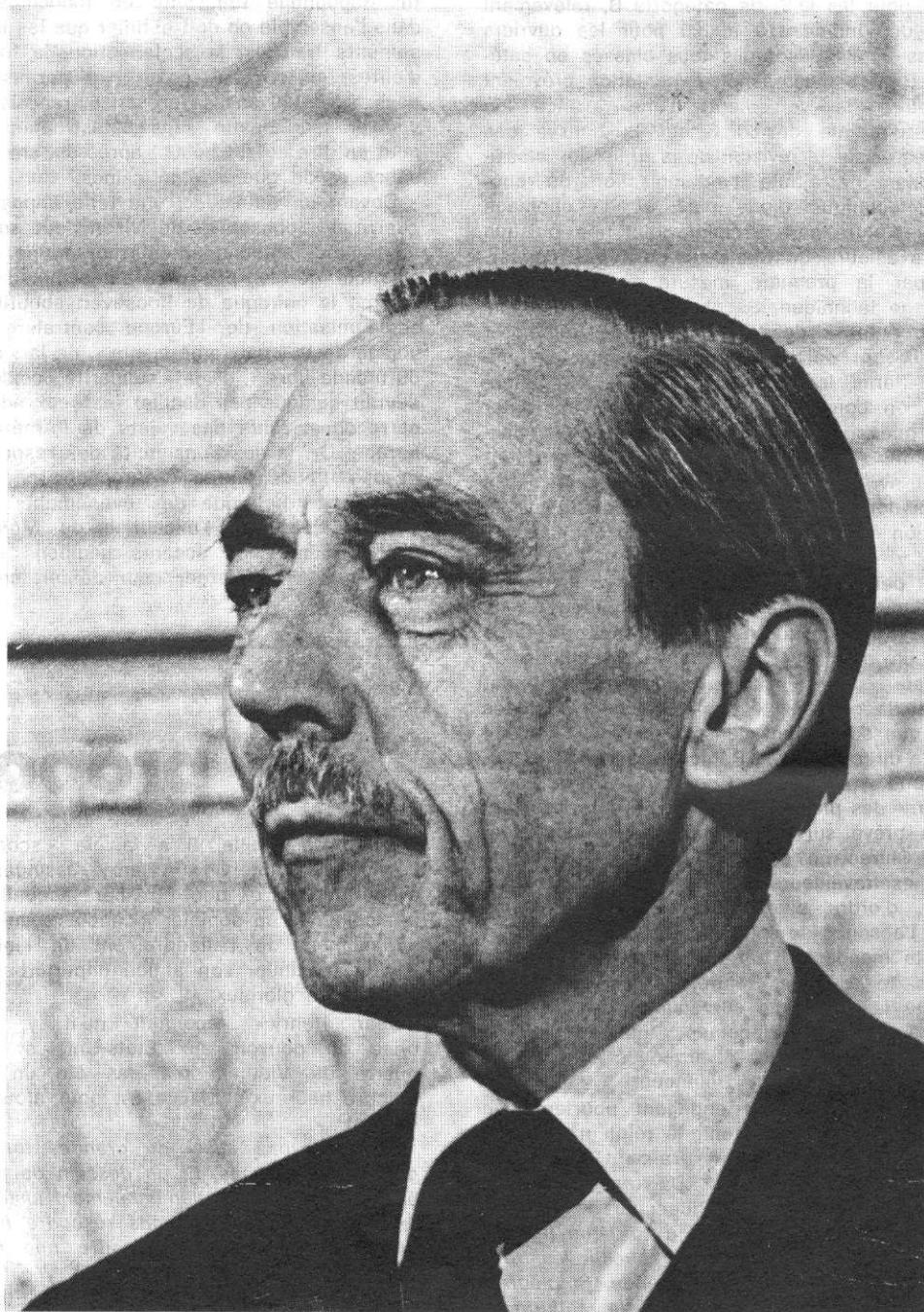


# **la nouvelle ACTION FRANÇAISE**

## **un livre sur le comte de paris**

**entretien avec  
philippe vimeux  
( pages 4-5 )**



**cambodge : les européens aveugles ( page 2 )**

renault :

## un dénouement précipité

Mettant un terme au plus long conflit qu'ait jamais connu la Régie, les ouvriers de l'usine du Mans votaient le 14 avril dernier la reprise du travail. Dénouement précipité donc, qui semble marquer un très net recul de la direction, au vu des améliorations consenties : augmentation de 210 F pour les O.S. du bas de l'échelle (catégorie A) et relèvement évalué à 150 F pour les O.S. de catégorie B, relèvement aussi de l'indice 170 à 180 pour les ouvriers professionnels désormais tous classés en catégorie B. Ces mesures d'augmentation prévoient en outre le versement d'une avance ou prime d'attente de 80 F sur la hausse des salaires et sur la révision de la grille des classifications. S'y ajoute l'indemnisation du chômage technique d'une part, et du chômage partiel d'autre part. Premier point noir puisque les travailleurs du Mans ne sont pas concernés par la première mesure ayant trait au chômage technique. Second point noir avec le refus confirmé de la direction de réintégrer les dix-sept salariés licenciés depuis la mi-mars. Parmi les ouvriers licenciés de Billancourt, on compte trois délégués. Il faut noter enfin que si la révision de la grille des classifications est prévue pour cette semaine du 21 au 26 avril, l'ouverture et la poursuite de la négociation sont toujours sous conditions, la direction exigeant une « production normale ».

S'il y a une première leçon à tirer d'un conflit peu ordinaire où, d'un bout à l'autre, la direction a largement usé du chantage à la crise, argument qui ne manque pas de force dans un pays où l'on recense un million de chômeurs, c'est qu'il aura suffi d'une confirmation de la combativité des travailleurs du Mans pour que subitement dans la nuit du 13 au 14 avril la direction de la Régie dresse avec les délégations syndicales un « constat de fin de négociation » des plus satisfaisants. Le pourrissement de la grève sur lequel comptait le gouvernement Chirac ne s'est pas amorcé, du moins chez les travailleurs du Mans. Car la deuxième leçon, d'ordre plus tactique, invite à considérer l'absence de soutien, et la désolidarisation patente manifestée par les salariés des autres usines de la Régie. Rentrent aussi en ligne de compte les incidents survenus entre C.G.T. et C.F.D.T. (moins solidement implantée à la R.N.U.R.) et même les divergences entre C.G.T. du Mans et C.G.T. de Billancourt.

Les deux syndicats engagent pourtant une campagne en vue d'obtenir la réintégration des dix-sept licenciés. Faut-il vraiment y voir un éventuel rebondissement ? Du moins les propos d'un syndicaliste de Billancourt le laissent-ils entendre (1) : « Il faut bien voir que les travailleurs ont le sentiment de recueillir les fruits d'une lutte qu'ils n'ont pas menée. Si d'autres usines avaient suivi Le Mans, le compromis jugé acceptable aujourd'hui ne serait pas passé. En dehors du Mans, où la perte de salaire est lourde, les travailleurs ont peu perdu ; l'état des forces est presque intact. Dans ces conditions, les dix-sept licenciements sont la mauvaise conscience des travailleurs. Car pourquoi dix-sept « otages » paieraient l'addition pour tous ? »

Groupe N.A.F. LE MANS

(1) Le Monde, 19 avril.

cambodge :

## les européens

« Quand on envisage la manière dont la France se conduit en Indochine, il n'y a pas de quoi être fier du rôle de l'homme blanc. » Ces paroles prononcées en 1945 à Yalta par Roosevelt le cynique à Staline le tyran, résonnent trente ans après de toute leur hypocrisie. Certes, il ne s'agit pas de nier les incapacités, les maladroites, les injustices de l'administration d'une III<sup>e</sup> République finissante en Indochine. Mais dans l'ensemble on doit estimer que les investissements français, la scolarisation, la formation d'élites, surtout au Tonkin, ont permis à ces pays, après 90 ans de présence française, d'envisager leur destin sans catastrophe. On ne peut en dire autant hélas ! après dix ans de présence et de guerre américaines.

Devant un tel échec, une telle imposture, la guerre de Johnson et de Nixon, leur soutien à un régime fantoche aboutissant à une communisation de la péninsule indo-chinoise, tout comme la politique de Roosevelt aboutit à une communisation de l'Europe centrale, le vrai visage de la « paix américaine », de la « défense du monde libre », de la « solidarité occidentale » devrait quelque peu décevoir les yeux admiratifs et reconnaissants des valets de l'Amérique en Europe. Or, la quasi-unanimité des responsables et des grands journaux européens ne tire aucune leçon politique des événements de ces derniers jours. A l'exception du Monde qui trouve même des accents gaulliens sous la plume de M. Duverger pour définir, enfin, les

grands traits d'une diplomatie française mondiale, la presse du continent ne juge pas l'occasion venue de mettre en question le bien-fondé des interventions américaines dans le monde, d'affiner ses analyses sur la véritable nature des buts politico-économiques poursuivis par les Etats-Unis, de réviser enfin la sacro-sainte allégeance au système militaire intégré sous commandement américain. Qu'il soit enfin grand temps de reprendre son destin en main ne les effleure même pas. Enfin, les hérauts, en d'autres circonstances d'une construction de l'Europe n'indiquent même pas les grands traits de ce que pourrait être une diplomatie européenne dans cette affaire. Pour la bonne raison qu'il n'y a pas de diplomatie européenne et que sa simple évocation ferait l'effet d'un manquement aux convenances, dès lors qu'elle ne serait pas dictée par les Américains. En face de ces caniches, la France giscardienne fait presque figure de rebelle !

### UNE POLITIQUE ORIGINALE POSSIBLE

Ce dénouement tragique, ce cauchemar qui n'en finit pas, ces souffrances sur une terre chère aux Français, vont-ils provoquer une aide humanitaire et culturelle de la France dans cette région ? Devant la servilité de nos partenaires européens et le machiavélisme de leur allié — qui va, sans doute, bientôt brandir la

## à propos de Kissinger

L'Express frétille. Il a fait le « scoop » de l'année : une interview d'Henry Kissinger. Il n'y a pourtant pas de quoi être fier : accueillir dans ses colonnes un pompier incendiaire qui affirme au moment de l'effondrement de l'Indochine vouloir continuer son action imperturbablement n'a rien de glorieux.

« Dear Henry » reconnaît qu'il y a une crise du pouvoir aux Etats-Unis et que la guerre du Vietnam n'a pas été un succès (encore heureux !) Mais c'est pour ajouter froidement :

« Nous avons aussi de grandes forces, de grandes ressources. Et un dessein de politique étrangère qui est fondamentalement juste. Aussi, je crois que nous pouvons résoudre nos problèmes intérieurs. Et connaître une nouvelle période créatrice... »

Le monde a en effet besoin des Etats-Unis, de ses eurodollars gagés sur du vent, de ses techniques de marketing, de ses firmes multinationales, de ses modèles mégapolitains à base de ghettos, de peur et de criminalité, de ses « papes » de la drogue à la Timothy Leary.

Pourvu qu'il ne doute pas des Etats-Unis. Heureusement le Lucky Luke du secrétariat d'Etat veille :

« Je crois qu'à l'heure actuelle le monde se demande au moins avec inquiétude quel est le bilan que nous faisons de notre situation. Nous devons prendre conscience que les événements

des dernières années ont semé des doutes sur le leadership américain. Je ne dis pas cela avec l'arrière-pensée de l'abandonner, mais, au contraire, de le rétablir. »

Bref, la diplomatie américaine reste plus arrogante que jamais : après l'Indochine, elle n'a rien appris et tout oublié.

Dans ces conditions le vibrant éloge de Giscard par Kissinger prend un allure de pavé de l'ours :

« Nous reconnaissons que la France joue un rôle assez spécial en Europe. Je crois qu'en revanche la France ne soupçonne plus les Etats-Unis d'avoir une soif inextinguible de domination, au contraire. Aussi, nous traitons maintenant sur un terrain plus réaliste, moins théologique. Nous avons eu un désaccord, en novembre dernier, à propos de la conférence sur l'énergie, mais ça s'est arrangé rapidement. Depuis, on peut dire que nous travaillons en parfaite coopération. »

C'est devenu une affaire de routine, pour les deux présidents, et les deux ministres des Affaires étrangères, que de se consulter à propos des principaux événements internationaux. Une chose qui va tellement de soi qu'on ne rend même plus publics les échanges de lettres. »

M. Giscard irait-il chercher à Washington des conseils sinon des consignes ?

Arnaud FABRE

# aveugles

menace de l'isolationnisme pour provoquer, par ce chantage, une docilité redoublée de ses tous — allons-nous revenir à ce qui fut le grand dessein de la V<sup>e</sup> République ? Allons-nous enfin abandonner chimères européennes et patronage américain ?

En ayant attendu l'évacuation de l'ambassade américaine de Phnom Penh pour reconnaître le GRUNC, le moins qu'on puisse dire est que le gouvernement français actuel ne donne pas l'impression d'inaugurer une période d'ambition. Les choix diplomatiques, économiques et culturels du futur gouvernement du prince Sihanouk ne vont-ils pas s'en ressentir et ne courons-nous pas le risque, en n'appuyant pas pleinement celui-ci de voir, dès le début du nouveau régime, se fermer à nous le plus pro-français des pays d'extrême-Orient qui depuis le départ de De Gaulle semble ne pas avoir recueilli les promesses du discours de Phnom Penh ?

Et pourtant, tandis que sociaux-démocrates allemands et travaillistes anglais sont toujours aussi inconditionnels, le flanc sud de l'Europe, tout en brisant ses chaînes, conteste la direction militaire américaine et songe à une défense méditerranéenne propre. Sans nier les difficultés posées par l'inconnue portugaise qui prépare peut-être des surprises d'un autre ordre, comment ne pas voir qu'une chance s'offre à nouveau à la France.

Pierre Ayme-Martin

# les échéances

Tandis qu'après un an de révolution, le Portugal affronte ses premières élections, l'Espagne subit la trop longue agonie d'une dictature vermoulue. Et, en Italie, l'ascension aux extrêmes des groupes ultras marque une autre agonie, dans l'effondrement d'institutions d'une tout autre nature. Ainsi meurent les régimes qui triomphèrent pendant la première moitié du siècle, sans qu'on sache par qui et par quoi les remplacer.

Telle est l'incertitude qui pèse sur l'Europe du Sud, face à laquelle la France s'en félicitait dimanche soir, en accusant une fois encore le Parti communiste de vouloir déclencher la violence. Il est vrai que M. Marchais est passé à l'offensive, face à un pouvoir dont son électorat ne peut rien attendre. Mais il sait trop que son parti représente, en tant que tel, une alternative crédible pour choisir la tactique aventureuse de l'affrontement physique : l'image d'un parti solide et raisonnable est en effet la meilleure des cartes. Cela se vérifierait dans l'hypothèse d'un pourrissement « à l'italienne » où, à l'exemple de celui de M. Berlinguer, le Parti français apparaîtrait comme le meilleur garant de l'ordre.

Cela se vérifierait dans l'hypothèse plus probable d'un effondrement brutal, comme celui du régime portugais il y a un an. Car le giscardisme, malgré ses allures « libéra-

les », est un régime bloqué sur le plan politique comme sur le plan social. Des comparses qui masquent la dictature d'un clan, un spectacle politique qui cache le triomphe de la bourgeoisie d'argent, l'utilisation du chantage à la peur comme moyen de persuasion politique : ces caractéristiques reconstituent un régime que l'on croyait définitivement aboli. Et la démagogie d'un Chirac rappelle étrangement celle des apprentis-dictateurs de l'entre-deux guerres. De même que les procédés de M. Poniatowski évoquent ceux de ces régimes totalitaires si furieusement dénoncés.

Un régime politique verrouillé, une société durcie dans des oppositions plus sociologiques que politiques, telle est la réalité de la France d'aujourd'hui. Comme ces régimes d'outre-Pyrénées qui ont voulu figer l'histoire pour préserver des privilèges, celui de M. Giscard d'Estaing risque de déboucher sur la révolte du désespoir — celle qui menace d'emporter certaines régions — ou bien sur les solutions d'un ordre bureaucratique qui pourraient séduire certaines catégories sociales.

Entre les deux camps la voie est étroite, qui restaurerait l'unité en permettant la justice et la liberté : c'est pourtant la seule où l'on puisse se rassembler.

Bertrand RENOUVIN

# p.c. et défense nationale

M. Kanapa, fin stratège et responsable du secteur de la politique étrangère du P.C.F., a développé à l'occasion de la réunion centrale du parti, qui s'est tenue les 14 et 15 avril, les thèmes communistes tant sur la dissuasion nucléaire que sur l'ensemble de la politique gouvernementale en matière de défense nationale.

Attaquant aussitôt la récente analyse du chef de l'Etat qui justifiait l'existence de la dissuasion nucléaire, il déclara : « Abandonnant l'alibi de la dissuasion, Giscard d'Estaing a expliqué que l'arme nucléaire était destinée en cas de conflit à obliger l'adversaire à « changer de guerre » c'est-à-dire à passer à la guerre nucléaire. » Selon M. Kanapa, fort de cette interprétation, l'arme nucléaire giscardienne n'a plus un rôle de dissuasion mais de provocation. Ne se contentant pas d'interpréter, il affirme : « Le pouvoir est prêt à utiliser le premier l'arme nucléaire tactique, dans le but de provoquer un conflit nucléaire généralisé ». On peut se demander à juste titre les raisons d'une analyse si primaire.

Elles sont simples et tiennent entièrement à la déficience du marxisme face à la question nationale. Régis Debray s'en étonne lorsqu'il critique le livre « Les Marxistes et la question nationale » (1) : « Le marxisme comme toutes les théories a son impensé : la nation. Comble de malchance, il se porte fort bien. Qu'on ne s'étonne pas si depuis un demi-siècle le mouvement communiste éclate à chaque fois par son ventre mou ». Le voilà donc ce grain de sable descendu de la préhistoire et qui détraque à la fin des fins les machineries de la raison dialectique ! Rien d'étonnant si, incapable de présenter le problème de la nation, à travers

leurs écritures saintes, le P.C.F. ne peut envisager une politique de défense nationale cohérente.

## UNE ANALYSE CONTRADICTOIRE

Lorsqu'on lit le Programme Commun et notamment le maigre chapitre réservé à la défense nationale, on est plus frappé par l'accumulation des contradictions que par la vulgarité de l'analyse : « renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme qu'elle soit... réduction simultanée et contrôlée des armements, des forces armées et des budgets militaires ». Ce qui n'empêche pas de trouver en tournant la page cette phrase : « Dans le cadre de ses tâches de Défense Nationale, le gouvernement définira une stratégie militaire permettant de faire face à tout agresseur éventuel, quel qu'il soit. »

Le Parti Communiste connaît-il d'autres moyens pour éviter que la France ne s'intègre dans un bloc que la dissuasion nucléaire et l'augmentation du budget militaire ? Nous connaissons la nature de l'électorat communiste et son patriotisme réel mais comment pourrait-il accepter l'abandon d'une force de frappe indépendante ? Désaccord grave, quand on sait que le P.C.F. prétend défendre toutes les aspirations de la classe ouvrière.

Comment peut-on prendre au sérieux ces mêmes personnes qui, par l'intermédiaire de M. Kanapa, s'offusquent des pressions en faveur d'un accord de défense franco-anglais et écrivent ceci : « La France ne s'interdira pas de conclure

si besoin est, aussi bien des alliances défensives que des traités de non-agression » ?

Quelle place les marxistes peuvent-ils donner à la nation dans la topologie du marxisme historique ? Voilà un problème que ceux qui comme nous sont dépourvus de tout carcan théorique ignorent.

Pour nous, envisageant librement une politique de défense nationale adaptée aux nécessités de notre époque, nous savons que pour faire face aux différentes formes de guerre, la défense nationale moderne doit mettre en œuvre trois éléments :

- une forme de dissuasion devant être confiée à un personnel militaire particulièrement qualifié ;
- des forces classiques, demandant aussi des spécialistes, dans le cadre d'un conflit généralement limité ;
- une organisation de défense du territoire qui comporterait une grande partie de la population civile, regroupée autour de noyaux de soldats de métier et connaissant les réflexes nécessaires à l'auto-défense. Cette troisième force ayant pour but de faire face à une éventuelle entreprise subversive s'appuyant sur la guerre révolutionnaire et la guérilla urbaine.

Mais pour mener à bien un tel projet, il faut un Etat qui ne soit prisonnier ni des impérialismes, ni des servitudes de l'élection, seule solution pour sauvegarder l'indépendance de la nation sans laquelle il n'est pas de liberté.

José MACE

(1) Critique parue dans *Le Nouvel Observateur*. « Les marxistes et la question nationale », de Georges Haupt, Michael Lovy et Claude Weill. Editions Maspéro.

le comte de paris ou « la passion du présent »

# un livre su

**Q. - Philippe Vimeux, vous venez d'écrire un livre : « Le Comte de Paris ou la passion du présent », qui est en ce moment en souscription. Comment vous est venue l'idée d'écrire ce livre ?**

R. - Il faut dire d'abord que je suis royaliste et que depuis quatre ans, à la Nouvelle Action Française, nous n'avons cessé d chercher les moyens de rendre l'espérance à la France. Or il était curieux que les royalistes semblaient ne pas connaître le Prétendant. D'autant plus que beaucoup de gens — qui, eux ne sont pas royalistes — connaissaient le Comte de Paris, soit personnellement, soit parce qu'ils avaient entendu parler de lui. Alors que le Prince avait beaucoup écrit, nous en étions restés à la connaissance de quelques grands textes, en particulier celui du 25 août 70 paru dans *Le Monde* pour le septième centenaire de la mort de Saint Louis. L'étude attentive de ce texte apportait une résonance qui remontait sinon aux écrits de 1958, au moins à ceux de 1947 ou de 1933. Nous avons fait l'exégèse de la plupart de ces textes et nous avons voulu thématiser le fruit de ces recherches à l'occasion des journées royalistes organisées à Rueil par la N.A.F. en janvier dernier. Le travail s'est révélé si ample qu'une petite brochure ne suffisait pas. Et nous avons décidé d'en faire un livre.

**Q. - Existe-t-il beaucoup d'ouvrages sur le Comte de Paris ?**

R. - Actuellement il n'en existe pratiquement aucun. Avant la guerre de 1940 de nombreux ouvrages de propagande visaient à donner à la monarchie un visage agréable et à la faire connaître aux Français — n'oublions pas que les Prétendants furent en exil jusqu'en 1950 ! Les livres plus récents pèchent par excès de

louanges (le livre de Merry Bromberger) ou par excès d'hostilité déclarée (Jean Bourdier : *Le Comte de Paris*, paru en 1965 à La Table Ronde). Il n'existe donc aujourd'hui aucun travail scientifique qui prenne en compte la vie du Comte de Paris dans son ensemble. C'est ce que nous proposons aujourd'hui.

**Q. - Vous présentez donc dans votre ouvrage la première synthèse sur les idées politiques du Prince ?**

R. - C'est exact. Non seulement sur les idées mais aussi sur son action politique, bien que mes recherches soient très modestes faute de temps. Le Comte de Paris a énormément travaillé, écrit, agi. Il faudrait plusieurs « thèses », sur certains points que je ne fais qu'aborder. Mon espoir est d'encourager les chercheurs dans cette voie.

**Q. - Quel plan avez-vous choisi ?**

R. - Il épouse tout simplement la vie du Comte de Paris d'une manière chronologique. Je m'arrête en 1974... mais rien n'est terminé pour autant ! Le Prince a commencé à écrire très jeune. Les ouvrages que nous possédons, outre les journaux comme *Courrier Royal* ou revues comme « *Questions du jour* », paraissent déjà en 1936 comme l'*Essai sur le gouvernement de demain*, en 1937 sur le *Prolétariat* ; après la guerre s'ouvre une nouvelle période avec la parution du *Bulletin* jusqu'en 1967 et quelques ouvrages comme *Entre Français*, complété récemment par deux grands textes politiques (lettre sur Saint Louis et préface aux *Mémoires de Louis-Philippe*) dont il faut saisir les génératrices historiques. Mon ouvrage invite tout particulièrement le lecteur à dater les textes. Le Comte de Paris est un homme politique : il évolue à travers des situa-

tions qui se modifient, dans lesquelles il tente d'inscrire les principes directeurs de son combat. Juger le Prince en 1975 à partir de textes écrits avant 1939, c'est un peu court !

**Q. - Derrière cette mise en situation des textes du Prince, n'y a-t-il pas une thèse qui s'exprime ?**

R. - La thèse est celle que le Comte de Paris soutiendrait : il faut avant tout penser à la France et aux Français. Pour un homme politique, il est essentiel de savoir deviner les grands tournants, les mutations politiques, économiques, sociales ou culturelles. Cela permet de juger avec lucidité l'œuvre à accomplir. Le Prince a été à l'avant-garde pour discerner les époques de crise. Par exemple le *Bulletin* — qui a couvert plusieurs régimes et une multitude de ministères — a toujours su faire la part entre la situation politique désastreuse de la IV<sup>e</sup> République et le fait que c'était tout de même le régime de la France : critiquer les tares du parlementarisme et donner des remèdes. L'important est cette faculté d'être constamment présent à tout ce qui est le plus novateur en même temps que la sensibilité à ce qu'il faut conserver. C'est un cas unique d'homme politique qui a une telle conscience de ce qu'est l'Etat et l'homme d'Etat.

**Q. - N'y avait-il pas des affinités profondes entre le Comte de Paris et le général de Gaulle ?**

R. - Entre le général de Gaulle et le Comte de Paris, assurément ! Mais distinguons bien entre le général et les gaullistes. Le Prince s'en est parfaitement expliqué. Il suffit de le lire. Les affinités remontent très loin, pendant la guerre, puis au moment du R.P.F. D'ailleurs le général de Gaulle lui-même a évolué. On se rappelle la lettre de félicitations écrite par le général à l'occasion du mariage du Comte de Clermont. Après 1958, il y eut une sorte d'harmonie du fait de la restauration du pouvoir de l'Etat et de l'idée de légitimité ! Cela n'empêchait pas le Prince de discerner dans le fonctionnement de la V<sup>e</sup> République les germes de la décadence, et ce dès sa fondation. Il devinait que le gaullisme serait perdu s'il se figeait en conservatisme. Le général a lui-même reconnu qu'il n'avait pas réussi à imposer ses principes et que les puissances conservatrices avaient ruiné son œuvre.

**Q. - Le Comte de Paris passe pour un personnage mystérieux, surtout depuis son effacement volontaire de la vie politique à partir de 1967. Pourquoi ce silence ?**

R. - Mon ouvrage s'étend longuement sur ces dernières années. Il court beaucoup de légendes sur l'action du Comte de Paris, et ce depuis les débuts. Si le Comte de Paris a délibérément quitté la scène politique en 1967, rappelons-nous qu'il l'avait déjà quittée en 1960 lors d'un texte qui a d'ailleurs souvent été interprété comme un ralliement au général de Gaulle. Cela n'empêche pas le Prince d'écrire. De grands textes existent. Le texte sur Saint Louis, la Préface aux *Mémoires de Louis-Philippe* qui stigmatise le conservatisme...

PHILIPPE VIMEUX

LE COMTE DE PARIS  
OU LA PASSION  
DU PRESENT

Le livre de Philippe Vimeux *Le Comte de Paris ou la passion du présent* est en souscription depuis un mois. Nous remercions vivement ceux d'entre nos lecteurs qui nous ont déjà fait parvenir leur souscription. Avant de pouvoir prendre une décision définitive en ce qui concerne la date de parution il faut nous assurer de 500 souscriptions supplémentaires, et ceci avant la fin du mois de mai. Notons enfin que si l'édition originale à 150 F est épuisée, il reste encore quelques exemplaires de l'édition à 80 F.

# r le prince

**Q. - Vous avez surtout travaillé sur des textes. Avez-vous au moins rencontré le Comte de Paris ?**

R. - J'ai travaillé sur des textes et j'appuie ma démonstration sur eux. Mais cela n'empêche que j'ai recueilli de nombreux et précieux témoignages oraux. Cela dit, on peut écrire un ouvrage sans rencontrer la personne étudiée. De plus, j'ai entrepris et je publie mon livre sous ma seule responsabilité et sans « imprimatur » d'aucune sorte.

**Q. - On disait autrefois du Comte de Paris qu'il était « révolutionnaire » et « socialiste ». Certains affirment qu'il est aujourd'hui « démocrate ». Qu'en pensez-vous ?**

R. - Dès qu'un homme politique n'adopte pas les étiquettes de la classe politique, il est rangé malgré lui dans une catégorie. Par sa hantise de résoudre la question sociale, le Comte de Paris se voulait « révolutionnaire ». Par certains côtés il est « socialiste », ou « gaulliste », ou « démocrate ». Mais il est français avant tout. En homme politique réaliste, il sait qu'on ne peut vouloir le bien de la France sans peser les réalités d'aujourd'hui. Au moment de la Constitution de 1946, le Prince avait publié un projet de constitution « monarchique et démocratique ». En 1947, il expliquait fort bien sa conception de la « démocratie » : si le mot reste synonyme de libertés politiques, pourquoi ne pas l'employer ? Nous sommes royalistes au nom d'une conception de l'homme et de la liberté. Le Prince serait même taxé de « communisme » quand il montre que les cinq millions d'électeurs communistes sont des Français à part entière. Méfions-nous des étiquettes ! Voyons plutôt quels sont les principes directeurs de son action.

**Q. - Vous semblez justifier toutes les positions du Comte de Paris... Votre ouvrage n'a-t-il pas un petit travers apologétique ?**

R. - L'apologétique n'est pas un défaut lorsqu'elle n'est que le reflet de la vérité. Je n'ai pas besoin d'un « imprimatur » du Prince. J'ai voulu simplement exprimer ce que j'ai découvert : un personnage attachant qui a donné sa vie à la France — dans l'humilité —, et puis les dons peu communs dont il est le dépositaire. Le père du Comte de Paris les avait reconnus : il avait confié à son fils la propagande monarchiste alors que ce dernier n'avait qu'une vingtaine d'années. Le Comte de Paris a su se faire apprécier dans les problèmes de technique politique, de syndicalisme, d'Education, de formation... Cet homme-là est unique. Il a toujours eu, il a, il aura encore la passion du présent. En disant cela, j'affirme que le chef de la Maison de France ne peut laisser insensible. Je ne fais qu'exprimer ce que révèlent les textes. Ce n'est pas tant mon opinion que la mise en perspective de textes qui, croyez-moi, parlent d'eux-mêmes.

**Q. - Vous êtes un militant royaliste. En écrivant un ouvrage sur le Prince, vous faites objectivement un acte politique !**

R. - Bien évidemment. Et à plusieurs niveaux. D'abord je révèle la découverte étonnante de l'ignorance des royalistes à l'égard du Prince. Par ce troisième livre qu'elle publie grâce à I.P.N.-Diffusion, la N.A.F. situe parfaitement bien maintenant son identité. Le premier livre était le « Projet royaliste » de Bertrand Renouvin. Nos origines intellectuelles — Maurras a donné au royalisme une grande audience — imposaient le second : Gérard Leclerc a prouvé qu'un « autre Maurras » était possible en expliquant comment l'essentiel de cette tradition se comparait sans complexe aux autres penseurs d'aujourd'hui. Et le royalisme suppose l'incarnation dans un Prince. Je peux affirmer que mon royalisme et mon engagement sont parfaitement illuminés par la personne et la présence du Comte de Paris.

Ensuite l'éclairage militant du fait de la présence vivante du Prince. J'essaie d'être un militant dans toute mon existence, pas seulement le dimanche ou pour les bonnes soirées. Militer, c'est s'engager totalement dans une certaine forme d'existence. Le Comte de Paris présente un exemple éminent de royaliste. Sans compter qu'au-delà des querelles de chapelles et des divisions dans la cité, il faut chercher le bien des Français aujourd'hui. Et c'est la tâche même du Prince qui refuse l'action « partisane » pour se mettre au service de tous les

Français en y donnant toute sa vie. A méditer par les royalistes !

Enfin ce livre est un acte politique pour l'avenir. Souvenons-nous que le Comte de Paris n'a pas encore l'âge qu'avait le général de Gaulle quand il est arrivé au pouvoir en 1958...

**Q. - La tâche des militants royalistes est donc de diffuser au maximum ce livre ?**

R. - Les royalistes n'existent pas sans leur Prince. Et le Comte de Paris apparaît comme une alternative nécessaire au système qui entretient sur le pays la dictature d'une caste égoïste. Le principe monarchique s'incarne dans une personne. Il faut diffuser auprès des Français qui cherchent une solution l'image vivante de la monarchie qu'est le Prétendant. Le « Comte de Paris ou la passion du présent » suscitera, du moins je l'espère, de nombreuses discussions dans le militantisme quotidien, dans les conversations et les actions qui aideront les Français à s'unir autour d'un projet. L'aventure capétienne est encore possible. Les révolutions nécessaires de cette fin du XX<sup>e</sup> siècle supposent un homme d'Etat de qualité et la foi dans le principe de continuité. A nous de faire connaître le royalisme et son incarnation dans le visage du Prince...

Propos recueillis  
par Michel SAINT-RAME

## bulletin de souscription

**L'édition originale comprendra :**

— un exemplaire sur grand papier numéroté I, réservé à Monseigneur le Comte de Paris ;

— vingt-quatre exemplaires sur grand papier, numérotés de II à XXV, dédiés par l'auteur, avec en hors texte une photographie du Prince.

**Cette édition est épuisée.**

— quatre-vingts exemplaires sur beau papier, numérotés de 1 à 80, dédiés par l'auteur.

**Prix de souscription : 80 F.**

**Attention :** il ne reste que quelques exemplaires de cette édition.

L'ensemble de l'édition originale ne sera vendu que par souscription et les commandes seront honorées dans l'ordre de leur arrivée.

L'édition courante du livre est aussi mise en souscription à des prix de faveur. Après la fin de la souscription l'ouvrage sera vendu 25 F plus les frais de port.

**Prix de souscription :**

**1 exemplaire (franco) 22 F**

**3 exemplaires (franco) 60 F**

**5 exemplaires (franco) 95 F**

**10 exemplaires (franco) 150 F**

**Nom :** ..... **Prénom :** .....

**Adresse :** .....

**souscrit à :**

.... édition courante à 22 F l'exemplaire, soit ..... F

.... édition originale, tirage limité à 80 exemplaires, à 80 F l'exemplaire, soit ..... F

**Adressez vos souscriptions accompagnées de leur règlement à l'I.P.N. B.P. 558, 75026 Paris Cédex 01, C.C.P. La Source 33 537 41.**

note de lecture :

# la province trahie

Henri de Grandmaison, collaborateur d'Ouest-France, à Rennes, vient de faire paraître un petit livre écrit d'une plume acérée, rapide, dénonciatrice, stigmatisant avec fermeté et parfois humour la gestion « parisienne » et démocratique de nos provinces.

Et les scandales, les situations qu'il dénonce, les faits rapportés, la plupart tout récents, sont désolants à connaître et accablants pour les pouvoirs, que ce soit celui omniprésent de Paris aidé de ses « satrapes de préfecture » et autres SAC, RG ou de ceux dérisoires et conventionnels des représentations locales. C'est bien « le maître d'hôtel qui régit le château » en effet ; il n'y a plus guère de ces hobereaux d'autrefois dont l'honneur était de servir, encore, et qu'une certaine aisance ainsi qu'un poids social séculaire affranchissaient bien souvent des rêts flatteurs tendus par la capitale.

La province ne se meurt pas, **elle est morte**. Là où vivaient encore il y a une ou deux décennies des peuples équilibrés, à un rythme finalement assez heureux d'où émanait un dynamisme sage, il n'y aura bientôt plus que des **sociétés écartelées**, avides uniquement de richesses matérielles, soucieuses de satisfaire aux modes et de faire même pire encore « qu'en ville ».

## LA PUISSANCE DE L'ARGENT

L'argent est entré brutalement dans le cœur des bocages et des marais ; pour les promoteurs de tout ce qui peut se vendre, les enchanteurs Merlin de tous les littoraux, les caporaux d'industrie attirés par une main-d'œuvre issue des fermes et encore trop docile, la province « y à bon ». Les maires font la cour aux créateurs d'emploi, ruinent parfois leurs petites communes en création de zones industrielles délirantes qui peuvent demeurer vides de toute affaire. Quant aux députés, l'auteur fait à ce sujet des remarques sans complaisances.

En lisant « la province trahie », on constate ce qu'il y a de fictif, d'artificiel dans la vie actuelle des départements ; ce n'est pas cela la vie, la vraie vie en province. Mais disons-le net, les braves gens de Bretagne, de Vendée par exemple, ne s'en soucient guère, le système a peut-être plus de charme encore en province qu'en ville.

Henri de Grandmaison toutefois, et il en convient facilement, ne « fait pas de politique ». Il explique simplement avec force son indignation devant tant de gâchis, tant de belles forces rongées. Les belles chairs provinciales sont détrempées, l'on est tenté de sourire parfois en

entendant certaines remarques faites par les « rats des villes » sur la douceur de vivre dans nos campagnes. Certes, il y a encore de bons et simples plaisirs, mais les âmes, les cœurs et les esprits sont atrophiés, et les grands coupables de cette situation ce sont les bureaux parisiens, cette somme de pouvoirs sourds, diffus, ignorants des faits et bêtement insensibles au rythme vrai des provinces. Il faut donc bien poser le problème sur les plans politique, institutionnel, organique et c'est là que les royalistes peuvent apporter une formidable réponse, développer un projet qui s'adresse aux multiplicités humaines, économiques, culturelles, etc., des peuples de province.

Il faut redonner à ceux-là le **vif désir des libertés perdues**, en appeler à leur fierté, leur fidélité et leurs intérêts démontrés qui sont bien naturellement ceux de la nation toute entière.

Les royalistes doivent être les détonateurs, les conducteurs lucides et farouches de la révolte des pays.

F. YRREUG

Henri de Grandmaison, « La Province trahie », Edition « Le Cercle d'Or », 12, rue du Moulin, 85102 Les Sables-d'Olonne.

théâtre :

# prémises d'une renaissance

**Qui Quoi Quoi de Qui (1) :** Cinq êtres qui jouent, se jouent les uns des autres, jouent avec nous, avec nos habitudes de spectateurs, avec les sons d'instruments rares et sauvages : c'est le théâtre à l'état pur ; c'en est tout au moins l'approche. Sans aucun doute, Jacques Maréchal est à l'entrée de la voie à laquelle nous croyons malgré la vision (ou plutôt à cause d'elle) de tant d'œuvres embourbées dans les ornières d'une certitude infantile. Lui, cherche encore, et déjà il trouve — il retrouve devrait-on dire — le langage véritable de la cérémonie théâtrale.

Pour qu'ils en prennent conscience, je ne saurais trop recommander aux spectateurs et aux acteurs, qui participent à ce jeu, de vaincre leurs réflexes cartésiens, de quitter leurs habitudes anesthésiantes, pour se laisser gagner par cette réalité poétique souvent souterraine, mais toujours présente, et qui à certains moments nous illumine. Et ces moments valent bien de supporter quelques longueurs qui après tout ne sont peut-être que le résultat de l'impréparation de nos esprits à recevoir un tel spectacle. Et, grande qualité, cette œuvre n'est pas figée. Elle est perpétuellement en devenir, en passe d'être autre chose par la grâce de ceux qui la servent. A condition que ceux-ci ne se contentent pas de la répétition sclérosante, mais sachent tous les soirs faire les mêmes gestes, proférer les mêmes cris, articuler les mêmes mots avec un appétit intact de découvreur du mystère qui les entoure.

Bien sûr, le poète qu'est Jacques Maréchal aurait pu, et c'est le reproche que je lui fais,

pousser plus loin ses investigations. Il ne fait qu'effleurer le sujet, si j'ose dire ; mais c'est déjà beaucoup, car tant d'autres l'ignorent totalement.

Le sujet théâtral qui est (ne peuvent être surpris ou lassés de mon insistance à crier la même vérité que ceux qui en oublient l'existence et ne veulent que s'étourdir en de multiples erreurs) l'homme, sa condition, son devenir. Et que le théâtre, c'est déjà cela, c'est surtout cela : nous faire prendre conscience de notre être profond, de notre essence particulière.

Dans ce spectacle, il n'est pas de message autre que celui d'un homme à l'homme. C'est un miroir qui nous est tendu afin que nous nous y regardions sans complaisances et sans faiblesses.

Ce jeu qui naît et se développe devant nous ne semble jamais devoir finir. Et il ne termine que parce qu'il faut bien arriver au mot fin qui n'est ici que points de suspension. A nous de poursuivre le conte, puisque c'est celui de notre vie (2).

**Othello (3) :** Le spectacle réalisé par Christian Dente et ses comédiens n'est pas entièrement satisfaisant. Des longueurs, surtout dans la première partie, dues à la pièce mais aussi à certains comédiens qui savent mal phraser un texte de cette qualité, nous empêchent de crier tout à fait notre enthousiasme. Mais il y a dans cette représentation de tels instants de beauté poétique, de tels moments de vérité psychologique, d'intense dramatisation de l'œuvre, qu'on est payé de sa persévérance (le spectacle dure quatre heures). Le verbe de Pierre-

Jean Jouve, le traducteur, est si pur, si efficace que nous sommes pris, subjugués à de fréquents moments. Et puis, on a pu lire de telles énormités sur ce spectacle dans nos « journaux habituels » que l'on se doit de le défendre et d'encourager ceux qui n'ont pas peur de l'effort d'attention et de participation que réclament les grandes œuvres et les réalisations ambitieuses à aller le voir.

Oh bien sûr, ce n'est pas du « théâtre populaire », et j'oserais dire heureusement !, car ce que l'on nomme ainsi ne peut être que démarche démagogique, qu'acte non poétique compte tenu des conditions sociologiques que nous subissons. C'est du théâtre pour quelques-uns qui, plus nombreux qu'on peut le croire, savent écouter les frémissements de l'homme-poète, de l'homme-chanteur. Et le miracle du théâtre, c'est que dans cette écoute tous peuvent se retrouver au-delà de toute classification sociale. Et c'est ceux-ci que doivent s'évertuer à rassembler les hommes de théâtre d'aujourd'hui afin de constituer cette élite sans laquelle il n'est pas de renaissance possible.

Pierre LIMOUSI

(1) Au Théâtre Mouffetard, jusqu'au 10 mai.  
(2) Je voudrais ajouter une petite anecdote à mon propos : à ce spectacle le même soir, assistaient un critique et un musicien (autant dire un poète). L'homme d'intellect n'y comprit rien (il avoua dans les colonnes d'un quotidien à grand tirage). L'homme de sensibilité fut touché au cœur et communia tout naturellement à cet acte poétique.

(3) Au Théâtre des Amandiers à Nanterre.  
Je signale en prolongement à mon article sur les lks que ce spectacle vient d'être repris, en alternance avec Timon d'Athènes, au Théâtre des Bouffes du Nord.

# le mouvement royaliste

## la n.a.f. aux armées !

### GRENOBLE

La section N.A.F. de Grenoble a déménagé. Sa nouvelle adresse est la suivante : 41, rue Saint-Laurent, 38000 Grenoble.

### BORDEAUX ET SUD-OUEST

Session de formation les 17, 18 et 19 mai. Au programme : Aujourd'hui la crise — Le Projet royaliste — Le préalable politique : la monarchie-Défense et illustration de la nation. Pour les inscriptions et pour tout renseignement, s'adresser à Philippe Cailleux, Résidence Rosiers Bellevue, 33170 Gradignan.

### LE MANS

Réunion le vendredi 2 mai à 20 h 45, avec la participation de Michel Saint-Ramé, sur le thème « Révolutionnaire contre le système Giscard ». Prendre contact avec Thibault Delaroche, 12, place des Jacobins (tél. : 28-16-74).

### MATERIEL DE PROPAGANDE

#### Affiches.

D'un format 60 x 80 cm, en deux couleurs, sur le thème « Face aux impérialismes défendons-nous ». Elles sont vendues au prix de :

- 50 ex. : 20 F (franco 27 F)
- 100 ex. : 40 F (franco 50 F)
- 200 ex. : 80 F (franco 100 F)
- 300 ex. : 120 F (franco 150 F)

#### Autocollants.

De format 11 x 11 cm, de couleur rouge, comportant une publicité pour la **Naf-hebdo**. Ils sont cédés au tarif suivant :

- 40 ex. : 3 F (franco 5 F)
- 100 ex. : 8 F (franco 11 F)
- 200 ex. : 15 F (franco 18 F)
- 400 ex. : 26 F (franco 30 F)
- 800 ex. : 50 F (franco 57 F)

Les commandes doivent être accompagnées de leur règlement à l'ordre de la N.A.F. au C.C.P. 642-31 Paris.

### CAMPS DE VACANCES

Comme l'année dernière, nous organisons deux camps cet été. L'un, fin juillet, en Languedoc, qui sera un camp de propagande dans la tradition de ceux de Thau 73 et Agde 74. Le deuxième camp se tiendra dans la première quinzaine de septembre dans notre maison de la Rue des Aubiers en Bretagne. Ce dernier camp s'adresse plus spécialement aux jeunes soucieux d'acquiescer ou de parfaire leur formation doctrinale. Retenez bien ces dates et prévoyez vos vacances en conséquence. Les responsables d'unité sont priés de commencer à organiser la propagande pour ces camps sans attendre d'avoir la documentation et les bulletins d'inscription.

8 h 10, place de la Concorde, la cinquième équipe est complète. Les consignes seront données en route. Direction : le Ministère des Armées. Il s'agit de pénétrer dans le bâtiment officiel en profitant de l'entrée des fonctionnaires afin de distribuer dans les locaux (particulièrement au Secrétariat d'Etat et à l'Etat-Major) un tract appelant les cadres et hommes du rang des trois armes, appelés ou de carrière, à prendre conscience de l'impossibilité de résoudre les problèmes de la Défense Nationale dans le cadre actuel.

9 h 10, la dernière équipe pénètre dans le Ministère. Les participants (les âges allaient de 17 à 45 ans avec une majorité de 20-25 ans) sont encore tout étonnés d'avoir pu entrer aussi facilement. Tout de suite la distribution commence. Dans les premiers bureaux, on accueille le papier comme une note de service mais, bien vite, les premiers lecteurs comprennent de quoi il retourne. Les portes commencent à s'ouvrir sur le couloir. Il est passé par ici, il repassera par là... « là, là, j'en ai un », tel ou tel officier supérieur confisque jalousement le militant qui lui apporte le tract et s'en fait expliquer le contenu.

Le lieutenant-colonel, plus vrai que nature, roulant des yeux furibonds me pousse dans son bureau : « D'abord votre torchon, c'est un tissu de conneries ! ». Je suis curieux d'entendre les points qu'il critique et je lui fais part de mon étonnement. Il entreprend alors une étude minutieuse du « torchon » : « Tenez, là, quand vous dites que nous ne servons à rien, il ne faut pas

exagérer. Et là : l'armée française est dans la plus pure tradition de Juin 40, vous allez un peu fort ». Silence, il hoche la tête : « Evidemment le reste n'est pas si idiot, à vrai dire je suis plutôt d'accord, mais... ».

Rencontrés dans les couloirs, des appelés demandent des tracts et les font circuler. Cependant vers 10 h 30, après une folle course poursuite, sept militants sont remis entre les mains de la gendarmerie et gardés à vue pour être entendus. Là encore, les conversations reprennent et montrent que nous avons visé juste. A 17 h, arrivait enfin l'ordre de remise en liberté venant de la Cour de Sécurité de l'Etat.

On remarquera le silence de la presse sur cette affaire, seul **Le Figaro** lui a consacré quelques lignes. Et pourtant nous apprenions quelques jours plus tard que le tract avait fait une forte impression et continuait à circuler sous le manteau.

D'autre part, un lieutenant-colonel a été muté et quelques gendarmes ont été mis aux arrêts à la suite de notre action. Inutile de dire que maintenant la plupart des militaires de la place de Paris connaissent la « N.A.F. » et ses positions en matière de Défense...

Mais ce n'est qu'une étape. Déjà, du 11 au 13 avril, les nafistes parisiens ont collé plus de 5.000 affiches orange sur le thème « Face aux impérialismes, défendons-nous ». Dès cette semaine, la campagne est reprise par les militants de province.

Nous aurons l'occasion d'en reparler...

Jean BERTIN

### OPERATION « PICARDIE »

La vaste opération de propagande sur la Picardie dont nous avons parlé la semaine dernière commence. La prospection systématique et personnalisée sur plus de mille personnes va être appuyée par des ventes à la criée et des affichages. La N.A.F. est mise en vente dans les dix-huit villes les plus importantes des trois départements, pendant que va se dérouler une campagne de tracts et d'autocollants. Malgré nos moyens matériels et financiers réduits, cette opération doit nous permettre d'améliorer d'une façon sensible notre implantation dans la région. Il n'est pas trop tard pour nous aider.

Nous recherchons en particulier les noms et adresses des personnes que vous connaissez, susceptibles d'être intéressées par la N.A.F. et domiciliées dans l'Aisne, l'Oise et la Somme. Pour que l'opération soit efficace, il nous faut respecter un calendrier précis : ne tardez pas à nous répondre.

### LA PRESSE LYCEENNE

A la suite d'une fusion entre **Le Lévrier**, mensuel des lycéens de Neuilly et **Action**, bulletin des jeunes royalistes du Val-d'Oise, un nouveau journal lycéen est né. Il s'appelle **Action** lui aussi. On peut s'en procurer un spécimen en envoyant 1 F en timbre à Denis Mourgues, La Nouvelle Action Française, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

### la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.  
17, rue des Petits-Champs - Paris (1<sup>er</sup>)  
Téléphone : 742-21-93  
Abonnement trois mois : 20 F  
Abonnement six mois : 40 F  
Abonnement un an : 70 F  
Abonnement de soutien : 120 F  
C.C.P. N.A.F. Paris 642-31  
Directeur de la publication  
Yvan AUMONT  
Imprimerie Abexpress  
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10<sup>e</sup>)

**abonnez-vous à la n.a.f. !**

# adhérer à la nouvelle action française

● Adhérer au mouvement, c'est concrétiser son accord avec les idées fondamentales de la N.A.F.

Matériellement, adhérer consiste à approuver puis signer un formulaire de **déclaration fondamentale**, sorte de charte où sont réunis et résumés les principes politiques minima indispensables à l'accord avec notre mouvement. Après acceptation par la Direction, l'adhérent s'engage à verser une cotisation régulière et à respecter la discipline du mouvement.

**Pourquoi adhérer ?** Au moins pour trois raisons :

— l'adhésion formalise un accord intellectuel : elle nous permet de mesurer notre force et de mieux connaître ceux à qui nous pouvons faire confiance ;

— l'adhésion est une offre de service : elle suppose une disposition d'esprit et de cœur à donner de son temps comme à faire profiter de ses compétences, bien évidemment dans la mesure de ses possibilités ;

— l'adhésion assure l'auto-financement du mouvement grâce aux cotisations régulières : elle est le garant de notre indépendance et de notre fonctionnement correct.

Le désir d'adhérer au mouvement est matérialisé par une **demande d'adhésion** à remplir et signer en même temps qu'est versée la première cotisation mensuelle. Si la candidature est acceptée, la Direction Générale de la N.A.F. établit une **carte d'adhérent**. Cette carte est changée tous les ans.

## LES COTISATIONS

Tout adhérent s'engage à verser régulièrement des cotisations à la N.A.F. Ces cotisations ont pour but d'assurer au mouvement un budget stable parce que garanti par des versements réguliers.

**Pourquoi cette aide pécuniaire ?** Si nous tenons à assurer à chacune de nos publications périodiques un équilibre financier propre, un certain nombre de frais supplémentaires ne sont pas couverts par nos recettes en ventes et abonnements :

— le loyer et les frais de fonctionnement du siège central,

— l'édition des tracts, affiches et matériel de propagande,

— la rétribution des quelques « permanents »,

— l'organisation des sessions, camps, etc.,

... liste non limitative.

Toutes ces dépenses ne peuvent être couvertes que par les cotisations et les dons de ceux qui se donnent sérieusement à notre combat politique, et selon les principes suivants :

1) nécessité d'une totale indépendance financière pour ne pas être comme d'autres mouvements à la merci de « bailleurs de fonds » inavouables ;

2) tendre à ce que les « payeurs » soient ceux qui militent pour éviter tout éventuel divorce entre ceux qui financent et ceux qui dépensent ;

3) les sources de revenu doivent être aussi nombreuses et aussi régulières que possible. C'est la meilleure façon de ne pas dépendre de quelques générosités isolées qui peuvent être éphémères ou soumises aux vicissitudes économiques et politiques.

## MODALITES DE FONCTIONNEMENT DES COTISATIONS

Principe : la cotisation est mensuelle, fixée à 2 % du revenu avec un minimum de 5 F. Les personnes qui le désirent peuvent remplacer la cotisation mensuelle par un versement trimestriel ou annuel. Les cotisations peuvent soit être versées au trésorier des sections, soit au siège central (espèces, chèque bancaire ou postal), soit encore par ordre de virement automatique aux banques ou aux chèques postaux : cette dernière formule a l'avantage d'éviter les oublis et de faciliter la régularité des versements. Ne pas manquer de nous prévenir en ce cas de la date du premier versement.

**Les demandes d'adhésion** et les formulaires de virement automatique sont à votre disposition. Il suffit de nous écrire.

## LES MERCREDIS DE LA N.A.F.

Nous organisons tous les mercredis des conférences-débats qui permettent aux nacistes de venir approfondir leurs connaissances, mais aussi à tous les sympathisants de mieux connaître les idées de la N.A.F. Ces réunions ont lieu à 21 heures au 12, rue du Renard, Paris (4<sup>e</sup>) (salle du 2<sup>e</sup> étage). Prochaines réunions :

— Mercredi 23 avril. « De l'école aux cultures : libérer l'intelligence », par Arnaud Fabre.

— Mercredi 30 avril. « Aménagement du territoire et nouvelle citoyenneté », par Arnaud Fabre.

Venez nombreux et amenez-y vos amis !

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
désire recevoir une demande d'adhésion au mouvement.  
Bulletin à retourner à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

## bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (\*)

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Année de naissance : .....

(\*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1<sup>er</sup>